République Centrafricaine

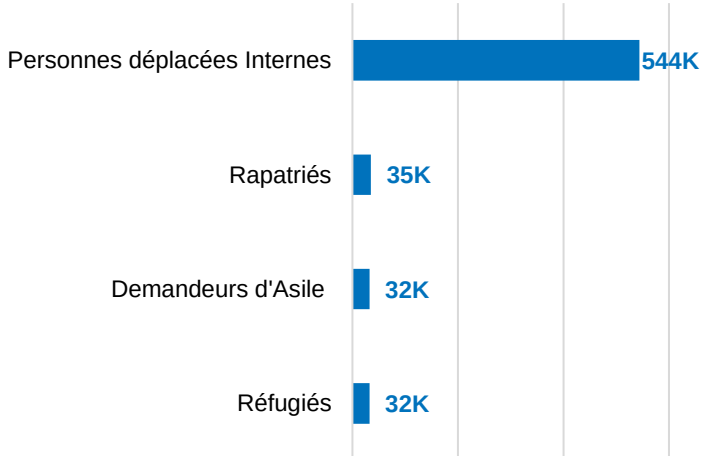
Novembre - Décembre 2023

Au 31 décembre 2023, **environ 543 819 personnes** ont été déplacées à l'intérieur du pays. Un nombre de **740 833 individus ont cherché refuge dans les pays voisins**, et quelque **1,1 million de ressortissants centrafricains** sont à risque d'apatridie, selon les données gouvernementales.

Depuis le début de la crise au Soudan en avril 2023, environ **25 836 personnes ont été accueillies en RCA** en provenance du Soudan. Ce nombre inclut 21 135 réfugiés soudanais et 4 701 rapatriés de force centrafricains, dont 88 % sont des femmes et des enfants.

Au 31 décembre 2023, **38 014 personnes, dont 31 779 demandeurs d'asile tchadiens**, ont été contraintes de se réfugier en RCA en raison des conflits intercommunautaires au Tchad. Parallèlement, 6 235 rapatriés de force centrafricains ont été accueillis dans les communes de Mia-Pende et Bah Bessar, situées à une soixantaine de kilomètres au nord de Paoua, dans la préfecture de l'Ouham.

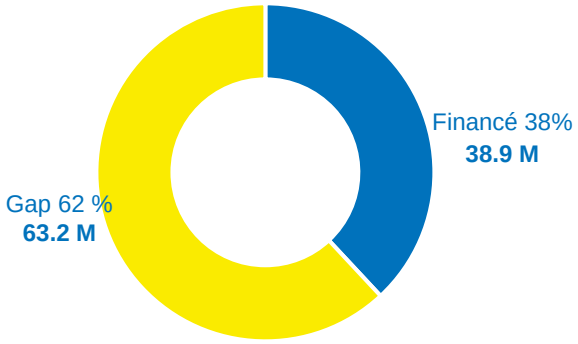
DES REFUGIES, DEMANDEURS D'ASILE, PERSONNES DEPLACEES INTERNES, RAPATRIES, RETOURNES REFUGIES ET D'AUTRES PERSONNES DEPLACEES DE FORCE.



FINANCEMENT AU 15 DECEMBRE 2023

USD 102,1 M

Demandé par l'opération du HCR en 2023



L'opération d'enregistrement des demandeurs d'asile tchadien sur le site à Betoko. © HCR/ Ph. Lala Sy

Contexte opérationnel

La situation socio-économique et politique en République centrafricaine (RCA) contribue à une crise humanitaire et de protection à long terme, caractérisée par des déplacements forcés, une économie extrêmement fragile et une disponibilité limitée des services de base. Les inégalités entre les sexes, les violations des droits humains et la discrimination contre des groupes spécifiques persistent. Sur une population de 6,1 millions de personnes, plus de la moitié, soit 3,4 millions, ont besoin d'une aide humanitaire.[1]

Bien que des progrès aient été réalisés vers la restauration de la gouvernance et le soutien au processus de paix, des défis subsistent en matière de sécurité, de protection et de fourniture de services de base aux personnes les plus vulnérables et déplacées de force.

Les mouvements de population en RCA sont liés aux attaques des groupes armés et sont compliqués par la tradition de la transhumance, le pays servant à la fois de destination et de transit. Cela exacerbe les tensions et les conflits autour des ressources. Certaines communautés sont déplacées depuis plus de dix ans, avec des retours lents dans les zones sécurisées et des fuites des zones occupées par des groupes armés non étatiques.

La RCA accueille des populations mixtes, comprenant réfugiés, demandeurs d'asile, personnes déplacées internes, rapatriés, personnes à risque d'apatridie et les communautés d'accueil.

La guerre au Soudan, qui a éclaté en avril 2023 entre les forces armées soudanaises (SAF) et les forces de soutien rapide (RSF), se poursuit. Le Sud-Darfour, touché par le conflit, borde la région septentrionale reculée de la République centrafricaine, où plusieurs centaines de Soudanais ont trouvé refuge dans la préfecture de Vakaga, l'une des plus pauvres du pays. De plus, les conflits intercommunautaires au Tchad ont forcé plusieurs milliers de demandeurs d'asile tchadiens à fuir en RCA dans les communes de Mia-Pende et Bah Bessar situées à une soixantaine de kilomètres au nord de Paoua dans la préfecture de l'Ouham. Un site a été identifié à Betoko où les demandeurs d'asile sont relocalisés et peuvent s'enregistrer et recevoir de l'aide.

Depuis 2017, 36 672 réfugiés centrafricains dans les pays voisins ont été rapatriées volontairement vers la RCA grâce au programme de rapatriement volontaire soutenu par le HCR en appui au gouvernement centrafricain avec la collaboration de plusieurs autres partenaires. Parmi eux, 4 012 personnes (1 152 ménages) ont été rapatriées en 2023.

Malgré la situation générale incertaine, une certaine stabilité est observée dans les préfectures du Sud-Ouest, telles que Nana Mambéré, Mambéré Kadeï, Ombella Mpoko, Lobaye et Sangha Mambéré, où se trouvent les réfugiés et les déplacés internes retournés.

Le HCR considère la République centrafricaine (RCA) comme un lieu où les réfugiés, les demandeurs d'asile, les personnes déplacées internes, les rapatriés, les personnes menacées d'apatridie et les communautés d'accueil coexistent en paix et en sécurité, jouissant de leurs droits sans discrimination. Tous les groupes participeront activement à leur propre protection et auront un accès égal aux services essentiels et aux revenus, quels que soient leurs besoins, leur âge et leur sexe, leur permettant ainsi de vivre dignement et de trouver des solutions durables.

[1] *Plan de réponse humanitaire 2023*

Principales réalisations

Activités de Protection en faveur des réfugiés Sud-Soudanais, Congolais et personnes déplacées internes à Obo

Le projet de prévention et d'appui à la prise en charge des cas de VIH-SIDA à Obo est actuellement mis en œuvre, financé par l'ONUSIDA. Les activités principales comprennent :

- Sensibilisation de proximité dans les 28 quartiers de Obo, les six sites des personnes déplacées internes (PDI), et le camp des réfugiés, touchant au total 2 518 ménages, soit 10 871 personnes, dont 3 306 femmes, 2 799 hommes, 2 551 filles et 2 215 garçons.
- Organisation d'une Campagne de dépistage volontaire au camp des réfugiés et à l'hôpital du district de Obo, où environ 1 200 personnes se sont fait dépister.
- Réalisation d'un groupe de discussion en faveur des femmes enceintes au service de la consultation prénatale, avec la participation de 15 femmes. Cette activité, soutenue par l'hôpital du district de Obo, met l'accent sur le respect du calendrier de la consultation prénatale, l'importance du dépistage volontaire des femmes enceintes et de leurs conjoints, ainsi que la Prévention de la Transmission Parents/Enfants (PTPE).

Situation des réfugiés Soudanais

Contexte : Le déclenchement du conflit il y a huit mois au Soudan a provoqué une grave crise humanitaire et des violations des droits humains dans la région du Darfour. Depuis le début de la crise soudanaise, 25 836 personnes sont arrivées en RCA en provenance du Soudan, dont 21 135 réfugiés soudanais et 4 701 rapatriés centrafricains de force, 89 % étant des femmes et des enfants.
Le statut d'urgence de niveau 2 pour la situation au Soudan pour la République centrafricaine (RCA) et l'Éthiopie a été prolongé de trois mois (jusqu'au 16 février) par le HCR, suite à l'expiration de la déclaration d'urgence initiale de niveau 2 le 17 mai 2023. Le Soudan, le Tchad, l'Égypte et le Soudan du Sud, initialement inclus dans la déclaration d'urgence de niveau 2 pour six mois, ont ensuite été élevés au niveau d'urgence 3.

Réponse multisectorielle aux réfugiés soudanais

Enregistrement

Au 25 décembre, le site de Korsi accueille 2 692 réfugiés soudanais (1 390 ménages), dont 70 % sont des femmes et des enfants. Parmi ces personnes, 1 843 sont arrivées sur le site par leurs propres moyens (1 041 ménages) depuis la suspension de la relocalisation le 21 juin. Les arrivées spontanées sur le site de Korsi à Birao augmentent en raison de la situation sécuritaire actuelle au Soudan, notamment à Nyala, d'où provient la majorité des Soudanais arrivés en RCA.
Au 31 décembre, le HCR et la Commission Nationale pour les Réfugiés (CNR) ont enregistré 10 614 Soudanais (3 632 ménages) à l'aide de la biométrie. La plupart des réfugiés vivent dans de petits villages situés dans diverses préfectures autres que celle de Vakaga. Depuis le début de la crise, quelque 25 836 personnes sont arrivées en RCA en provenance du Soudan. Cela comprend 21 135 réfugiés soudanais et 4 701 rapatriés centrafricains, dont 88 % sont des femmes et des enfants.

Protection

Les équipes du HCR, de la CNR, de NOURRIR et d'INTERSOS continuent d'accueillir et d'enregistrer les réfugiés à Korsi. Le HCR et la CNR continuent de fournir des documents grâce à l'enregistrement continu de niveau 2 des nouveaux arrivants. Plusieurs Soudanais sont signalés à Am Dafock. Cependant, ils ne peuvent pas rejoindre Korsi en raison d'incidents de sécurité signalés sur l'axe Am Dafock - Birao, tandis que les relocalisations organisées n'ont pas encore repris.
En novembre, 44 cartes donnant droit à l'assistance ont été distribuées à des chefs de famille, portant à 1 070 le nombre total de cartes de rationnement distribuées à Korsi depuis le début de la réponse sur le site. INTERSOS, partenaire du HCR, a enregistré 85 cas de protection. Les personnes ayant des besoins spécifiques, dont les personnes handicapées et les enfants non accompagnés et séparés de leur famille, sont identifiées et orientées vers des prestataires de services pour obtenir de l'aide. Depuis le début de la réponse à la crise, 495 personnes ayant des besoins spécifiques ont été identifiées, y compris des enfants.

INTERSOS, partenaire du HCR, a effectué 95 visites de suivi de protection auprès des réfugiés et des communautés d'accueil dans neuf localités du district de Tambaye et du district sanitaire de Birao. Le suivi permet d'identifier les cas de protection pour l'assistance et l'orientation vers d'autres services pertinents. En outre, 13 survivants de violences basées sur le genre (VBG) ont été identifiés, y compris des cas d'agression physique, d'agression sexuelle, de mariage forcé, de viol et de violence psychologique et émotionnelle. Les survivants ont été orientés vers les services médicaux et juridiques appropriés, et certains ont reçu des kits de dignité. Enfin, UNFPA a fourni 225 kits de dignité et assuré l'offre de services de prise en charge médicale et psychosociale par l'intermédiaire de son partenaire, Homme de Galilée (OHG-DS). De plus, 50 cas de VBG ont été identifiés et pris en charge dont 02 cas de Viol, 08 d'Agression Sexuelle, 23 cas d'Agression physique, 05 cas de Mariage Forcé, 05 cas de déni de ressources et d'opportunité et 01 cas de Violence Psychologique et Emotionnelle.

Au centre d'écoute "Ma Mbi Si", 10 séances de conseil individuel ont été organisées avec des personnes ayant des besoins spécifiques, notamment des mères allaitantes vivant dans des conditions de vie difficiles et des survivantes de VBG. Une discussion de groupe a été organisée dans la zone agricole pour guider les femmes dans la gestion de la nourriture distribuée par le partenaire du HCR, NOURRIR.

Afin de prévenir les violations des droits de l'homme et de maintenir un environnement protecteur pour la population dans la préfecture de Vakaga, deux sessions de sensibilisation sur la cohésion sociale ont été organisées avec des réfugiés et des membres de la communauté d'accueil à Korsi et Yata. Ces activités de sensibilisation ont touché 279 personnes. À Korsi, le mécanisme de gestion des plaintes et de retour d'information mis en place pour renforcer la communication avec les réfugiés et améliorer la qualité de l'aide humanitaire a permis de recueillir 23 plaintes au cours de la période considérée, notamment sur la protection, ainsi que des retours d'information et des demandes de renseignements sur les abris, l'assistance de base, la sécurité alimentaire et les solutions durables. Les plaintes font l'objet d'un suivi régulier.
ONHGDS avec l'appui technique et financier de UNFPA a renforcé les capacités de 20 leaders d'organisations féminines dont 05 femmes réfugiées sud soudanais du quartier Korsi et 10 retournées du site YATA sur les services de violences basées sur le genre et de santé maternelles

Santé

NOURRIR, International Medical Corps (IMC), OHG-DS (Olivier l'Homme de Galillé), l'OMS et le district sanitaire de Birao ont assuré 399 consultations médicales, dont 152 auprès d'enfants âgés de 0 à 5 ans. Le paludisme, les infections bactériennes digestives et les infections respiratoires aiguës sont les principales pathologies enregistrées. Au total, 26 accouchements ont été assistés à Korsi.

L'OHG a sensibilisé 60 personnes à la santé sexuelle et reproductive. 60 autres personnes ont participé à des séances de planification familiale.

En novembre, 34 portes en bambou ont été installées sur 34 abris d'urgence construits à Korsi, portant à 383 le nombre total de portes installées sur le site.

NOURRIR a procédé à diverses distributions à Korsi, telles que des kits non-alimentaires comprenant des nattes, des couvertures, des moustiquaires, des seaux, des ustensiles de cuisine, des jerrycans et des lampes solaires. Au total, 46 ménages de 69 personnes ont été servis ; 4 164 morceaux de savon ont été distribués à 783 ménages.
Du 30 septembre au 24 novembre, NOURRIR a distribué un total de 10 108 morceaux de savon à 1 632 ménages.
Du 16 septembre au 24 novembre, NOURRIR a servi un total de 8 306 repas chauds à Korsi.

Eau, Hygiène et Assainissement

Des groupes communautaires ont été créés dans différents quartiers de Korsi pour assurer l'hygiène du site et de l'infrastructure sanitaire, y compris les points d'eau. Au total, 307 personnes ont participé à cette activité à ce jour. En outre, 105 latrines et 104 douches d'urgence ont été construites et sont opérationnelles à Am-Dafock et Korsi.

Le HCR et son partenaire NOURRIR ont distribué 40 000 litres d'eau par jour à Korsi à 1 235 ménages de réfugiés soudanais. Cependant, la pénurie de carburant dans le pays perturbe gravement le fonctionnement régulier du générateur de pompage d'eau, ce qui se traduit par un approvisionnement en eau inadéquat et irrégulier. De longues files d'attente et des tensions potentielles sont apparues aux points de collecte de l'eau en raison de cette incohérence. Des ressources adéquates sont nécessaires pour répondre à ces besoins et relever efficacement les défis qui en découlent.

Éducation

Les campagnes de mobilisation communautaire liées à l'éducation se sont poursuivies tout au long des mois de novembre et décembre, se concentrant sur l'amélioration de la fréquentation scolaire et la promotion de la cohésion sociale dans les écoles. Depuis le début de la réponse jusqu'à fin décembre, plus de 7.408 réfugiés soudanais et membres de la communauté d'accueil de Birao ont été touchés par ces activités de sensibilisation. À la mi-novembre, le HCR et son partenaire INTERSOS ont organisé une formation de cinq jours pour 50 enseignants et administrateurs scolaires sur la santé mentale et le soutien psychosocial (SMSPS) dans les écoles, l'atténuation des risques de VBG et les principes de protection des enfants.
En outre, un total de 48 jeunes réfugiés et membres de la communauté d'accueil ont été formés par une équipe de psychologues cliniciens et d'assistants de soutien psychosocial pour devenir des Points Focaux SMSPS afin de renforcer les mécanismes de référencement et les réseaux de soutien scolaires et communautaires.
En mi-décembre, pendant les vacances scolaires HCR et son partenaire NOURRIR ont collaboré avec les autorités éducatives locales du Centre pédagogique régional pour organiser une formation des enseignants de trois jours couvrant des modules pédagogiques sur les mathématiques, la lecture de base et les sciences de la vie. La formation a bénéficié au total à 26 enseignants de trois écoles primaires de la communauté hôte de Birao.
Les enfants réfugiés continuaient de s'inscrire dans deux écoles primaires locales et de fréquentaient trois Espaces Amis d'Enfants mises en place sur le site de Korsi qui organisent des activités récréatives journalier et offrent un soutien psychosocial aux enfants de tous âges, avec une fréquentation régulière de plus de 300 enfants et adolescents. Les activités menées dans le cadre de cette réponse d'éducation en situation d'urgence sont rendues possibles grâce au généreux soutien du bailleur Education Cannot Wait à travers la subvention First-Emergency Response (FER) accordée pour soutenir l'accès à l'éducation pour les réfugiés soudanais et les enfants centrafricaines.

Situation des demandeurs d'asile Tchadiens

Contexte : Depuis avril 2023, des conflits intercommunautaires résultant de différends entre des éleveurs nomades et des agriculteurs locaux au Tchad ont entraîné des déplacements de population du Tchad vers des villages de la République Centrafricaine. Depuis le début de la crise, 38 014 personnes sont arrivées en RCA en provenance du Tchad, dont 31 779 demandeurs d'asile tchadiens et 6 235 rapatriés centrafricains. Un site à Betoko a été identifié pour la relocalisation des demandeurs d'asile, où ils peuvent s'enregistrer et recevoir de l'aide.

Le premier convoi de relocalisation, comprenant 143 ménages totalisant 274 personnes, a été organisé par le HCR et ses partenaires CNR, AIRD, FCA, NOURRIR, et VCW. Ils ont été transportés sur le site de Betoko le 21 novembre 2023. La cérémonie officielle de lancement de la relocalisation sur le site de Betoko a eu lieu le 22 novembre 2023 en présence du préfet de Lim-Pende, du Maire, des Autorités locales civiles et militaires, du Chef du bureau de la MINUSCA à Paoua, ainsi que des chefs des bureaux des Agences du système des Nations-Unies OCHA, PAM, et des Organisations non Gouvernementales Internationales ou nationales.

Réponse multisectorielle

Les demandeurs d'asile tchadien sur le site à Betoko, ©UNHCR. Ph. Lala Sy

Enregistrement

Au 31 décembre, 1 912 demandeurs d'asile avaient été soumis à un enregistrement biométrique. Un total de 486 cartes d'assistance a été délivré et distribué, permettant l'accès à l'aide aux familles.

Protection

Un système de surveillance des frontières a été mis en place à Markounda par le partenaire du HCR, Finish Church Aid - FCA. Des sessions de sensibilisation ont été organisées pour promouvoir le mécanisme de plaintes, améliorant ainsi la communication avec les demandeurs d'asile et contribuant à la qualité de l'assistance humanitaire. Vingt enquêtes de perception et sept visites ont été réalisées aux frontières pendant le mois. Plus de 80 personnes ont participé à l'événement de sensibilisation organisé sur le site, identifiant également cinq personnes ayant des besoins spécifiques (PSN).
Seize survivants de violences basées sur le genre (VBG) ont été identifiés et orientés vers les prestataires de services compétents au cours des deux dernières semaines.

Éducation

Un total de 105 réfugiés tchadiens sont inscrits dans les écoles publiques des différentes communautés d'accueil autour de Betoko. Cependant, des problèmes sérieux persistent en ce qui concerne l'accès à et de qualité de l'éducation dans la zone. Dans les villages où les écoles communautaires sont opérationnelles, il y a un manque de capacité d'accueil, de matériel pédagogique, d'infrastructures scolaires, et d'enseignants qualifiés. La charge financière pour la rémunération des enseignants communautaires pèse sur les parents, qui doivent également trouver un moyen de doter les enfants avec des fournitures et uniformes scolaires. Dans certaines localités - telles que Bedaka, Begouladje1, Begouladje 2, Bemaksara, et Bakadon - l'accès à l'éducation est entravé par l'absence d'écoles. Un soutien supplémentaire sera nécessaire pour pouvoir accompagner ces enfants réfugiés dans leur intégration dans le système scolaire local afin qu'ils puissent jouir de leur droit à l'éducation.

Santé et nutrition

En novembre, le partenaire du HCR VCW (Vision to Change the World), en collaboration avec le Centre de Santé de Betoko, a effectué 419 consultations médicales, dont 117 pour des demandeurs d'asile. Le paludisme est la principale pathologie enregistrée.

Entre le 15 et le 30 novembre 2023, VCW, en collaboration avec le Centre de Santé de Betoko, a assisté 42 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère et a facilité cinq accouchements.

Abris

Cent quarante abris d'urgence ont été construits à Betoko par NOURRIR, partenaire du HCR, pour accueillir les personnes devant être relocalisées de Markounda et d'autres villages voisins le long de la frontière avec le Tchad.
Le Conseil Danois pour les Réfugiés (DRC) a construit 30 des 100 abris d'urgence planifiés.

Eau, Hygiène et Assainissement

NOURRIR, partenaire du HCR, a construit 16 blocs de trois latrines chacun sur le site de Betoko. Le HCR et son partenaire NOURRIR fournissent quotidiennement 11 000 litres d'eau sur le site de Betoko pour répondre aux différents besoins des ménages.

Personnes déplacées Internes

Contexte : Au 31 décembre 2023, près de 543 819 sont déplacées à l'intérieur du pays, 740 833 ont cherché refuge dans les pays voisins et quelque 1,1 million de ressortissants centrafricains sont à risque d'apatridie, selon le gouvernement.

Kaga-Bandoro et Bria

Une bénéficiaire du projet financé par le Fond Humanitaire pour soutenir le retour durable des déplacés internes à Kaga Bandoro assise devant sa maison. Ph. UNHCR

- Les nouveaux déplacés internes les plus vulnérables sont activement assistés par le HCR, qui leur fournit des articles non alimentaires (NFI), garantit l'accès à un abri, effectue des transferts monétaires de protection sociale et offre diverses assistances, le tout en coordination avec le mécanisme de réponse rapide (RRM).
- La protection communautaire et la localisation sont renforcées par le HCR en collaborant avec des organisations locales de femmes, des organisations de personnes déplacées internes et des ONG locales, tout en renforçant leurs capacités techniques et de gestion.
- Le programme de suivi de protection se poursuit, évaluant les besoins et les risques à travers les structures communautaires, mis en œuvre par INTERSOS, COOPI et Finn Church Aid.
- Les données sur les personnes déplacées et les rapatriés sont fournies à la communauté humanitaire par le HCR via la gestion du secrétariat de la Commission sur les mouvements de population (CMP). INTERSOS, partenaire du HCR, assure non seulement le suivi de la protection mais gère également les sites de déplacés internes et organise des opérations de réinstallation pour les déplacés internes.
- Pour soutenir le retour durable des personnes déplacées internes, un projet financé par le Fond Humanitaire vise à construire 638 abris semi-durables pour les ménages de rapatriés dans les localités de Kaga Bandoro et 1 962 abris semi-durables à Bria. À ce jour, le bureau du HCR à Bria a assisté 226 ménages de déplacés en kits pour la toiture, composés de 28 tôles, 9 kg de pointes de tôle, 18 mètres de fer ballon, 2 mètres de goudron, 4 faîtières et 4 planches pour couvrir leurs maisons afin de faciliter leur retour dans les quartiers d'origine. A Kaga Bandoro 107 ménages ont déjà reçu leur Kit pour la toiture.

Reduction et prévention des risques d'apatridie

Sensibilisation des autorités locales et leaders communautaires sur les causes et les conséquences de l'apatridie.

- Du 2 au 17 novembre 2023, le HCR, le Comité National de Lutte contre l'Apatridie et la Commission Nationale pour les Réfugiés ont effectué une mission de documentation en actes de naissance des rapatriés et de renforcement de capacité des autorités des communes des sous-préfectures de M'Baïki, de Moboma, de Mongoumba et de Boda dans le cadre de la prévention contre l'apatridie.
- À l'issue de cette mission, les autorités administratives et judiciaires, les Forces de Sécurité Intérieure, les notables et les leaders communautaires et religieux ont été sensibilisés sur les causes et les conséquences de l'apatridie et le besoin de documentation de la population.
- 689 actes de naissance ont été distribués aux rapatriés des villages de la commune de Balé-Loko (SAFA Loko, SAFA Poto-Poto, SAFA Paris-Congo, SAFA Moscou, SAFA Wélé-Wélé, Bernabeing), de la commune de Nola et de Bangandou.
- 1 484 jugements supplétifs d'acte de naissance ont été établis en faveur des rapatriés pour transcription dans des registres de naissance aux centres d'état civil des communes de Balé-Loko, de Boda, de Mongoumba, de Mbata, de Pissa.
- 68 registres d'acte de naissance ont été distribués aux centres d'état civil des communes des sous-préfectures de M'Baïki, de Moboma, de Boda et de Mongoumba.

Solutions Durables

Le 10 novembre 2023, le gouvernement centrafricain, avec l'appui du HCR, a validé le cadre juridique (stratégie nationale sur les solutions durables) pour guider le processus de retour des réfugiés et des personnes déplacées en République centrafricaine.

Rapatriement volontaire : Lobaye, Nana Mambere et Mambere Kadei

Au 31 décembre 2023, 4012 personnes ont été rapatriées volontairement vers la RCA avec l'appui du HCR, du gouvernement (par le biais du partenaire PARET) et d'autres partenaires au courant de l'année. Depuis 2017, le HCR a facilité le rapatriement librement consenti de 36 672 personnes venues de la République Démocratique du Congo, du Cameroun, du Mali, du Burkina Faso, du Togo, de la Cote d'Ivoire, du Gabon et du Sénégal. Les réfugiés rapatriés reçoivent un forfait de retour comprenant une aide en espèces (150 $ par adulte et 75 $ par mineur), l'équivalent d'un kit NFI (environ 90 $), une somme forfaitaire de 18 $ pour les kits d'hygiène destinés aux femmes (âgées de 12 à 45 ans) et une ration alimentaire fournie par le PAM pour une période de trois mois.

Travaille en partenariat

En République centrafricaine, le HCR dirige les clusters Protection, Coordination et Gestion des Camps (CCCM) et Abris/NFI et continue de plaider en faveur du caractère central de la protection dans la réponse humanitaire et la mise en œuvre de solutions.

Le HCR poursuit ses efforts pour développer des synergies avec les services techniques gouvernementaux, la Banque mondiale, la BAD et d'autres acteurs (PAM, UNFPA, UNICEF, OIM, ONUFEMME, PNUD, FAO, OMS, ONUSIDA, OCHA, MINUSCA, UNOPS).
Avec l'afflux de réfugiés du Soudan et du Tchad, le modèle de coordination des réfugiés a été activé, et le HCR dirige et coordonne la réponse aux réfugiés en collaboration avec la Commission Nationale pour les Réfugiés.

Le HCR vise à renforcer les relations avec les acteurs du secteur privé, qui sont essentiels pour stimuler la croissance économique et la création d'emplois, ainsi qu'à collaborer avec les donateurs, les organisations non gouvernementales nationales et internationales, le monde universitaire et les médias. Le HCR travaille également avec d'autres structures gouvernementales, des partenaires opérationnels et des projets nationaux et internationaux.

Enfin, le HCR en RCA travaille en étroite collaboration avec la Commission Nationale pour les Réfugiés (CNR) pour garantir une protection internationale adéquate et une assistance multisectorielle aux personnes contraintes de fuir.

Remerciements spéciaux aux donateurs qui ont contribué à l'opération du HCR en RCA en 2023
Education Cannot Wait | CERF | France | Union Européenne | Allemagne | Country Based Pooled Funds | Gabon | Canada | Luxembourg | Etats-Unis d'Amérique | Fonds de consolidation de la paix des Nations Unies | Programme des Nations Unies sur le VIH/SIDA.

Et merci aux donateurs qui ont accordé un financement flexible au HCR dans le monde en 2023
Suède | Norvège | Pays-Bas | Danemark | Allemagne | Belgique | Irlande | France | Royaume-Uni | Donateurs Prives | Algeria | Angola | Australie | Bulgarie | Canada | Costa Rica | Estonie | Finlande | Islande | Indonésie | Kuwait | Luxembourg | Malta | Monaco | Monténégro | Nouvelle Zélande | Pérou | Philippines | Portugal | République de la Corée | Fédération Russe | Arabie Saoudite | Serbie | Singapore | Thaïlande | Türkiye | Uruguay | Donateurs Privés.

Contacts :

Gloria Ramazani, Administratrice des Relations Extérieures, République Centrafricaine, ramazang@unhcr.org, Tél : +236 7414 7892
Stella Fatime, Associée à la Communication, République Centrafricaine, fatime@unhcr.org, Tél +236 75 55 84 64/ 72506484

LIEN : Page de l'opération du HCR en République centrafricaine - Twitter